

Occident-Monde Arabo-Musulman, Coexistence Pacifique ou Guerre de Civilisations ? ⁽¹⁾

Dr. Baba M. Sayed

Faculté des sciences Politiques et des relations internationales, Université Alger 3

«Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde.»

Aimé Césaire (Discours sur le colonialisme)

Mots clés :

Occident-
monde arabo-
musulman
– guerre –
civilisation
– démocratie
– identité-
indépendance.

⁽¹⁾ Une première mouture de cet article a été publiée, dans la revue Etudes stratégiques, sous le titre de L'Occident face à l'Etat arabe et musulman, Numéro 1378-2006. Nous le publions avec un nouvel intitulé dans la présente revue et avec des modifications et des changements substantiels apportés à son contenu.

الكلمات المفتاحية:

الغرب-العالم
العربي الإسلامي-
الحرب-الحضارة-
الديمقراطية-الهوية-
الاستقلال.
«إن الحضارة التي ثبت عجزها عن حل المشاكل الناتجة عن سيرها هي حضارة منحطة. إن الحضارة التي تغمض عينيها في وجه المشاكل الأكثر خطورة هي حضارة مريضة. إن الحضارة التي تحتال بمبادئها هي حضارة محتضرة.»

إيمي سيزير (خطاب حول الاستعمار)

Introduction

La guerre : Ces dernières semaines, le mot est dans, presque, toutes les bouches des responsables occidentaux et particulièrement ceux de l'Hexagone. Le président français, François Hollande, en a usé et abusé lors de son discours, lundi 16 novembre 2015, devant le Congrès, les deux chambres réunies du Parlement français. Son premier ministre, Manuel Valls lui emboîta le pas, quelques jours plus tard, en affirmant « Oui, nous sommes en guerre. Nous faisons face à un acte de guerre commis par une armée organisée. »

Par ailleurs, fidèle à son habitude, le chef de l'opposition et ancien chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, n'hésita pas à verser, chaque fois qu'il s'agit de l'islam et des Musulmans, dans l'amalgame et la surenchère. Il s'est rappelé à la mémoire de ses compatriotes musulmans, lors des derniers attentats qui ont secoué l'Europe, en soutenant péremptoirement : « les terroristes ont engagé la guerre à la France. La France ne doit pas céder. Notre peuple est déterminé à vaincre la barbarie *djihadiste*. La guerre que nous devons livrer doit être totale. » ⁽¹⁾ Allusion à peine voilée à celle livrée par son homologue, outre-Atlantique, après les tragiques attentats du 11 septembre 2001.

Pour comprendre le sens et la portée de ces cris de guerre, la logique et les innommables et mesquins calculs qui les sous-tendent, nous devons les situer dans leur contexte général, c'est-à-dire, la chute du mur de Berlin, l'écroulement de l'Empire Soviétique et bien évidemment la crise économique multiforme chronique que connaissent la plupart des pays occidentaux.

⁽¹⁾ « Déclaration solennelle de Nicolas Sarkozy, président des Républicains » [en ligne] 2016. http://www.republicains.fr/actualites_declaration_solennelle_nicolas_sarkozy_20151114 [page consultée le 01-04-2016]. Le président de l'Assemblée Nationale français estime que par un tel discours, Nicolas Sarkozy « remet en cause le socle [...] sur lequel repose notre pays [...]. Plutôt que de chasser sur les terres du Front national, l'ancien président de la République serait bien inspiré de s'adresser à ceux de nos compatriotes qui se demandent, aujourd'hui, où se trouve la porte d'entrée de la République parce qu'ils connaissent le chômage, le mal-logement et les discriminations. » Pour plus de détails, voir <https://www.claudebartolone.fr/.../nicolas-sarkozy-pratiqu...>, [consultée le 31 mars 2016]

Sans oublier l'essoufflement d'un modèle de vie, la modernité occidentale, qui perd de plus en plus son caractère attractif et mobilisateur. ⁽²⁾

I. Fin de la guerre froide et ses conséquences

La fin de la guerre froide a certainement consacré le triomphe, par K.O, de la démocratie libérale sur son traditionnel et implacable ennemi communiste. Néanmoins, le succès incontestable enregistré par l'idéologie libérale a, en même temps, privé les démocraties occidentales d'un nécessaire et indispensable ennemi. Un ennemi qui leur a permis, pendant des décennies, de maintenir entre elles une solidarité agissante et en même temps de dicter leurs conduites au reste des peuples et nations.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, les démocraties occidentales enivrées par leur victoire sur leur adversaire et ennemi communiste historique, n'ont voulu voir dans l'écatement de l'Empire soviétique que le côté positif, c'est-à-dire la solidité et la suprématie du modèle libéral ⁽³⁾, et l'opportunité d'un nouvel ordre international de paix et de concorde entre les nations et les peuples dans leur diversité. Et ce n'est que plus tard qu'elles se sont rendues progressivement compte, une fois confrontées aux réelles et insurmontables difficultés générées par la gestion « unilatérale » de la nouvelle configuration internationale, de l'impérieuse nécessité de « se donner » rapidement un ennemi de substitution du poids et de l'importance de l'ancien

⁽²⁾ État de fait dont rend compte, à sa manière, Claude Lévi Strauss quand il relève : « J'ai commencé à réfléchir à un moment où notre culture agressait d'autres cultures dont je me suis alors fait le défenseur et le témoin. Maintenant, j'ai l'impression que le mouvement s'est inversé et que notre culture est sur la défensive vis-à-vis des menaces extérieures, parmi lesquelles figure probablement l'explosion islamique. Du coup je me sens fermement et ethnologiquement défenseur de ma culture. », Lévi Strauss, Claude, propos recueillis par Dominique Antoine Grisoni in *Magazine littéraire*, hors série, 2003

⁽³⁾ Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire et le dernier homme. » Paris : Champs Flammarion, 1992, p. 451

bloc communiste ⁽⁴⁾ ; un ennemi qui pourrait à nouveau leur permettre de resserrer leurs rangs et de mobiliser leurs opinions publiques autour d'objectifs et de préoccupations communs et ainsi « justifier et conforter » un oppressant leadership unilatéral sur les autres peuples et nations.

Dans cet esprit et sur la base de ces prosaïques calculs, il fut décidé qu'à la guerre généralisée et sans merci livrée, hier, contre le « totalitaire et sanguinaire communiste », doit se succéder une nouvelle visant, cette fois, le « musulman fanatique et extrémiste ». ⁽⁵⁾ Et comme d'habitude, pour mieux dissimuler les intentions belliqueuses qui le sous-tendent, le nouveau combat de l'Occident libéral doit s'inscrire - ou du moins c'est de cette manière qu'il devrait être présenté par les chancelleries et justifié aux yeux des opinions publiques par les armées de spécialistes à leur service, aussi bien civils que militaires - dans le cadre du combat « moral et éthique » que les démocraties occidentales se doivent de livrer pour défendre leurs principes et valeurs, et passer, par la suite, pour les protecteurs des libertés et des droits

⁽⁴⁾ Pour combler le vide conceptuel dû à l'absence d'un ennemi planétaire du poids de l'ancien bloc communiste, des penseurs occidentaux se sont intéressés aux théories culturalistes. Samuel Huntington, l'un des précurseurs de cette nouvelle orientation, défendit une thèse qui laisse supposer l'idée que la nouvelle configuration internationale est appelée à s'organiser sur la base d'un découpage en huit grandes civilisations (occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindouiste, slave-orthodoxe, latino-américaine et africaine). Selon cet ancien responsable du Conseil de sécurité nationale américain, le monde de l'après guerre froide où les peuples définissent leur identité en termes culturels et religieux, serait marqué par le « choc » entre les différentes aires géoculturelles ; choc qui serait le moteur essentiel du système international post-guerre froide. Par ailleurs, et toujours selon Huntington, l'Occident par sa prétention à dominer l'univers serait pris dans une dynamique de confrontation avec certaines civilisations, comme l'islam, qui entendent lui disputer son leadership. Les succès de l'islamisme radical puis de façon récente les différents attentats dans les différentes capitales occidentales, ont été utilisés comme preuves « irréfutables » par des islamophobes pour montrer le bien-fondé des thèses de Huntington.

⁽⁵⁾ « Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme » écrivaient Marx et Engels en 1848 dans leur célèbre « Manifeste du Parti Communiste ». Aujourd'hui un autre spectre non moins « dangereux et nécessaire » hante l'Europe et, de manière générale, tout le monde occidental, le spectre de l'islamisme.

des hommes, ⁽⁶⁾ de tous les hommes, contre la grave et sérieuse menace que représenterait, désormais, le « péril vert » en pleine expansion.⁽⁷⁾

En réalité, l'Occident, personne n'en est dupe, ne vise à travers cette énième guerre contre des peuples et des nations pacifiques ⁽⁸⁾ arabes et musulmanes, que de soumettre des régions, riches en matières premières et présentant des avantages géopolitiques évidents, qui se sont montrées, jusqu'ici, indomptables et réfractaires à toute forme de domination étrangère. L'Occident, qui, est en crise économique systémique sans précédent et qui s'est toujours montré jaloux des privilèges que lui procure son incontestable leadership unilatéral, a estimé de son intérêt que ces régions névralgiques ne doivent plus échapper à sa tutelle même si cela requiert de sa part le recours systématique

⁽⁶⁾ Les occidentaux ne cachent pas que les dits droits des hommes en question englobent ceux des homosexuels, des mères célibataires, des thésaurisés, de ceux qui ont renié la religion musulmane, des blasphémateurs, des islamophobes...etc.,

⁽⁷⁾ « Le communisme est moribond, certes, mais l'histoire a horreur du vide et à un mouvement international d'opposition de masse ne pouvait que succéder un autre mouvement international d'opposition de masse. Cette opposition, nous le savons tous, a aujourd'hui le visage de l'Islam.

De Moscou à Téhéran, de la moustache du petit père des peuples à la barbe du prophète, les convergences sont frappantes. Les médias occidentaux ne s'y trompent pas, d'ailleurs, puisqu'ils réservent bien souvent aux musulmans le même traitement diabolisant et discriminatoire qu'ils réservaient hier aux activistes communistes. Même chasse aux sorcières, mêmes amalgames calomnieux, même stigmatisation, mêmes accusations délirantes de terrorisme et de subversion, et, bien sûr, même peur d'une infiltration massive de cette subversion au cœur même du monde occidental. Les conversions, l'influence idéologique de l'Islam déstabilisent l'establishment au même titre qu'hier l'adhésion des travailleurs au Parti ou aux syndicats rouges. La comparaison s'arrête là mais c'est déjà beaucoup. »

« Débat sur l'islam comme arme de résistance au mondialisme » [En ligne] 2016, <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Debat-sur-l-islam-comme-arme-de-resistance-au-mondialisme-10.html> [page consultée le 28 mars 2016]

⁽⁸⁾ L'islam, de la même racine que le mot *salam*, paix, vise à maîtriser les pulsions de violence et d'idolâtrie, et non point à les nier, ou à les débrider. D'où le caractère stratégique des injonctions coraniques pour contenir la violence, se connaître et pratiquer la justice. De nombreux versets du Coran fondent la sacralité de la vie humaine, plus sacrée encore que le temple saint qu'est la Kaaba.

à la force,⁽⁹⁾ et ainsi les amener à renoncer à « ce qui les fait autres », c'est-à-dire, leur héritage civilisationnel et culturel.

Et puisque la détermination de l'Occident n'a d'égal que la volonté des peuples arabes et musulmans de sauvegarder leur identité, leurs spécificités et leur personnalité, l'épreuve de force apparaît dès lors incontournable et inévitable.

Les derniers attentats qui ont ensanglanté l'Europe, et particulièrement la France et qui ont visé, entre autres objectifs, l'hebdomadaire satirique, *Charlie Hebdo*, coupable de reproduire, contre tout bon sens, des caricatures blasphématoires du prophète de l'islam,⁽¹⁰⁾ furent considérés par des spécialistes comme les premiers signes d'alerte sérieux du nouveau choc de civilisations occidentale et arabo-musulmane. Autrement dit, une nouvelle ère de profonde mésentente entre l'Occident et le monde musulman ; mésentente qui se nourrit des injustices, des ressentiments, des blessures et des cicatrices que l'on croyait, à tort, guéries avec le temps.

⁽⁹⁾ « La maîtrise d'espaces bien spécifiques, essentiels à leur développement, représente pour les puissances économiques une véritable nécessité dans le système actuel. Force est de constater que les lieux de tensions, les lieux de conflits, de déstabilisation ne sont pas situés n'importe où géographiquement. Deux espaces peuvent être définis: En premier ceux liés au pétrole et au gaz. Autour de ces lieux, on assiste à un certain nombre de déstabilisations, d'interventions, de conflits précédés ou accompagnés de discours idéologiques qui les justifient. Les États-Unis ne cachent d'ailleurs pas leur stratégie, puisqu'ils affirment qu'il faut redessiner la carte du Moyen-Orient. Le livre de Zbigniew Brzezinski, « Le grand échiquier : La suprématie américaine et ses impératifs géostratégiques », fourmille d'informations attestant de la poursuite systématique de cette stratégie au travers des crises successives de la région. Le second espace de déstabilisation est l'Afrique. Ce continent joue sur le plan des minerais stratégiques -le lithium, le coltan, l'uranium- le rôle que joue le Moyen-Orient pour ce qui concerne le pétrole et le gaz. » [En ligne] 2016, <http://communism-decolonial.forumactif.org/t187-islam-un-ennemi-ideal-eux-et-nous-l-islamophobie-en-question> page consultée le 28 mars 2016]

⁽¹⁰⁾ Un attentat causant le 8 janvier 2015 la mort de plus de douze membres de la rédaction de la publication a été perpétré par des individus de nationalité française dans les locaux de l'hebdomadaire français *Charlie-Hebdo*, accusé d'avoir reproduit des caricatures jugées offensantes à l'égard du prophète de l'islam.

Cette nouvelle crise entre l'Orient musulman et l'Occident, apparemment bien orchestrée et minutieusement programmée, comme nous l'avons relevé ci-haut, par des lobbies qui ont tout intérêt à se donner un nouvel ennemi musulman ou islamiste, aux lieux et place de l'adversaire communiste d'hier, et ainsi entretenir une permanente tension entre les pays arabes et musulmans et le reste du monde. Elle a, en tout cas, suscité de furieuses polémiques et donné lieu à des ripostes et contre-ripostes, qui ont, toutes, révélé, au grand jour, non seulement des sensibilités à fleur de peau mais aussi et surtout de profondes et graves divergences entre deux « cultures de sens », décidément, inconciliables. Un Occident, plus que jamais, cramponné à sa « religion laïque » dont l'un des fondements est la liberté d'expression et, d'autre part, un monde arabe et musulman pour qui des symboles sacrés comme, entres autres, les Prophètes, ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet de dérision ou de moquerie.

Au regard de telles considérations, pourrions-nous estimer que la crise qui vient d'éclater serait durable, comme semblent, par ailleurs, le laisser supposer a priori, les réactions des peuples arabes et musulmans à travers le monde, ou n'est-elle en réalité que passagère comme semble le soutenir certains penseurs et spécialistes occidentaux qui, par ailleurs, n'y voient qu'une insignifiante réaction de dépit nostalgique d'« extrémistes et de fanatiques » musulmans, qui, à défaut de contenir une inexorable modernité « triomphante », n'ont trouvé de mieux qu'exprimer, par des gestes vains et désespérés, leur puéril ressentiment à l'égard d'un monde occidental qu'ils ont de tout temps voué aux gémonies ?

Ce sont ces questions et bien d'autres qui leur sont liées que nous essayons d'étudier et traiter dans le cadre de cet article, en soulignant les tenants et les aboutissants à l'aide de l'histoire, des considérations géopolitiques et surtout en faisant appel à la pensée politique, pour mieux en souligner les réelles causes et conséquences possibles. Notre constant objectif étant d'éclairer nos lecteurs et leur donner les clefs qui leur permettent, du moins

nous l'espérons, de décoder la complexité et les difficultés qui caractérisent les rapports complexes entre l'Occident et le monde arabe et musulman.

II. Occident/ monde arabe et musulman, histoire d'un partenariat problématique

Pendant longtemps, l'Occident, qui, semble avoir été obsédé par le souci d'imposer, au monde arabe et musulman, son modèle culturel, économique et politique qu'il estime être, à l'exclusion de tout autre, la seule et unique expression des valeurs universelles, donne l'impression, au cours des dernières années, d'avoir opté pour une nouvelle stratégie de confrontation avec les pays arabes et musulmans. Conscient des multiples et complexes difficultés qui l'ont empêché, par le passé, de gagner rapidement comme il l'aurait souhaité, sa « guerre de civilisation » contre le monde arabe et musulman et miné par une crise économique structurelle et multidimensionnelle, ⁽¹¹⁾ il semble, désormais, résolu à démanteler les États arabes et musulmans ; États dont il considère l'existence concurrente ni souhaitable ni acceptable.

Parce que l'indépendance et la souveraineté des États arabes et musulmans sont considérées par les puissances occidentales comme les garantes de leur liberté et de leur autonomie même relatives, elles seraient jugées, désormais, contraires aux intérêts et aux visées hégémoniques de domination¹² de ces dernières.

⁽¹¹⁾ « La croissance des pays émergents fait perdre à l'Occident le monopole de la modernité. [...] la croissance mondiale témoigne de manière frappante du basculement en cours. Au début des années quatre-vingt-dix, elle était tirée à 70 % par les pays riches et à 30 % par les pays pauvres. Symboliquement, en 2001, les deux courbes se sont croisées, moitié-moitié. Depuis, les proportions sont exactement inversées. La croissance mondiale est désormais portée à 70 % par celles des pays émergents. » Cohen, Daniel, *« Momo Economicus, prophète égaré des temps nouveaux »*, Ed. Albin Michel, 2012, pp. 99-100

⁽¹²⁾ « La logique de la domination internationale rend dysfonctionnelle l'apparition, à la périphérie, d'un Etat dont la dynamique pourrait contrarier, par son indépendance et sa souveraineté, les intérêts du capitalisme mondial. », Bertrand Badie, *« l'Etat importé, l'occidentalisation de l'ordre politique »*, librairie Arthème Fayard, 1992, p. 31

Cette nouvelle orientation politique et les moyens, sans précédent, mobilisés pour la concrétiser et la mettre en pratique sont à lier, certainement, d'une part, aux résistances opiniâtres opposées, les derniers siècles, par les peuples arabes et musulmans aux tentatives occidentales d'« acculturation » et d'aliénation, et d'autre part, à l'importance quasi vitale de la « région » du monde arabe et musulman dans la politique extérieure occidentale ; importance qui n'est pas, par ailleurs, faut-il y insister, une nouveauté.

Après tout, de tous temps, Le Moyen Orient (et ses extensions allant du Caucase à l'Asie centrale) ainsi que la région du Maghreb ont occupé une place de choix dans la géopolitique de l'impérialisme, et plus particulièrement du projet hégémoniste des Etats-Unis. Cette région, l'on l'oublie souvent, doit son importance aux trois facteurs essentiels que sont, sa richesse pétrolière, sa position géographique charnière, et le fait qu'elle a toujours constituée le « ventre mou » de ce qui est convenu d'appeler le système mondial.

Mettre politiquement « sous tutelle » *dar al-islam* revient pour l'Occident, cela va de soi, à se donner les moyens adéquats, de s'assurer l'accès à l'or noir, contrôler les grandes réserves de pétrole et « sécuriser » un énorme marché potentiel qui a été pour les puissances occidentales, depuis leur révolution industrielle, une constante ambition et une priorité vitale. Et ce, d'autant que les avantages qu'offre une telle possibilité, sur le plan politique et diplomatique, n'en sont pas, non plus, moindres dans la mesure où la région occupe une place de premier plan dans la stratégie d'encercllement (containment) de l'« ennemi soviétique ». ⁽¹³⁾

Et depuis le 11 septembre et la lutte déclarée par les capitales occidentales contre le « terrorisme transnational », l'on ne peut pas dire que l'intérêt porté à la région a diminué. Tout au contraire...

⁽¹³⁾ Durant la guerre froide l'« intérêt » américain se manifestait sur cette zone dont l'importance n'est plus à démontrer sur l'« échiquier américain » : Pacte de Bagdad – puis Cento –, doctrine Eisenhower ou encore « freedomfighters » en Afghanistan entraînés pour combattre le « danger rouge ».

Ce qui explique l'intensification et la multiplication des expéditions punitives violentes et régulières lancées, au cours des dernières décennies, contre le monde arabe; expéditions qui laissent clairement supposer que l'objectif, dorénavant, poursuivi par les puissances occidentales, aussi bien au Moyen-Orient qu'au Maghreb, est de ramener le monde arabo-musulman des siècles en arrière, au temps du tribalisme en faisant voler en éclat toutes les formes d'organisation étatiques qui y ont été patiemment instituées au lendemain des indépendances nationales. Autrement dit, priver les peuples arabes et musulmans des cadres institutionnels qui leur ont permis, cahin-caha, de surmonter, depuis les dernières décennies, leurs clivages ethniques et religieux, cimenter leur unité et servir de creuset à leur vivre-ensemble, est décidément un objectif de la plus haute importance pour, non seulement, gagner, à moindres frais, la guerre des civilisations, mais aussi avoir accès, presque gratuitement, aux importantes réserves de pétrole dont regorge l'« espace vital » arabe et musulman.

Cette nouvelle croisade déclarée par l'Occident contre l'institution étatique arabe, depuis les dernières années, a été, faut-il le rappeler, conçue après l'échec des tentatives d'« assimilation » du monde arabe et musulman menées tout au long de la fin du XIX^{ème} siècle et qui a été largement facilitées par les « tares » qui sont consubstantielles à la nature de cet État; tares qui ne sont pas étrangères à sa genèse et au contexte historique qui lui a donné naissance. Tares et défauts qui ont accentué dramatiquement son caractère « exogène » et « avorté »⁽¹⁴⁾. C'est du moins l'avis des différentes sensibilités politiques arabes : État dépourvu de légitimité pour les panarabes, considéré par les islamistes comme « laïc » et « bâtard » parce que importé et non conforme à « la charia », alors que les Marxistes, le jugeant capitaliste, le combattent avec une haine hargneuse, tandis que les Libéraux arabes l'abhorrent en le prenant pour un « État despotique » à combattre farouchement à défaut de pouvoir le réformer profondément.

⁽¹⁴⁾ Centre des études de l'unité arabe, *Crise de l'Etat dans le monde arabe*, Ed. Centre des études de l'unité arabe, juillet 2011, p. 11

Et il est incontestablement vrai, qu'à de rares exceptions, l'État arabe, tel qu'il est, n'est, loin s'en faut, ni légitime ni fiable. Il est partout ressenti et jugé par les millions de Musulmans et d'Arabes, comme un obstacle à leur progrès et à leur développement et un insupportable « carcan » qui les étouffe et étouffe leurs libertés. Après tout, loin de garantir les libertés fondamentales, aussi bien privées que collectives des citoyens arabes et musulmans ; libertés qui sont sinon inexistantes du moins systématiquement et publiquement bafouées et ce, chaque fois que les pouvoirs en place les jugent préjudiciables ou incompatibles avec leurs intérêts, l'Etat est perçu comme étant un outil entre les mains de quelques uns pour exploiter le peuple. Ce qui est, par ailleurs, souvent le cas. ⁽¹⁵⁾ Plus grave encore, les États arabo-musulmans semblent devenir, dans leur majorité, les propriétés exclusives des rois, des émirs ou des présidents autoproclamés ⁽¹⁶⁾, qui selon de nombreux spécialistes, ⁽¹⁷⁾ sont résolus à monopoliser, ad vitam aeternam, le pouvoir et ne reconnaître, en règle générale, à leurs « sujets » contraints ou résignés, qu'un seul et

⁽¹⁵⁾ L'État tel qu'il existe de nos jours dans le monde arabe et musulman est exactement celui décrit, il y a quelques siècles passés, par Montesquieu : « Dès que la vertu cesse, dès que l'Etat n'est plus aimé pour lui-même ; mais pour les avantages qu'on peut en tirer ; dès que le trésor public devient le patrimoine des particuliers au lieu que leur bien fasse le trésor public ; dès qu'on veut être libre contre les lois au lieu d'être libre avec elles et que chaque citoyen est comme un esclave échappé de la maison de son maître, alors l'Etat est perdu, la République devient une dépouille, sa force n'est que le pouvoir de quelques-uns et la licence de tous. », Montesquieu, l'esprit des lois, livre XIII

⁽¹⁶⁾ « Par manque de sérieux ou de maturité, par irréalisme ou par ignorance, le pouvoir politique (dans les pays arabo-musulmans) a trop souvent dilapidé les richesses et épuisé les forces vives de la nation, sans se soucier du développement véritable. Pis, il a corrompu le peuple pour ne pas avoir de compte à lui rendre à court terme au moins, c'est-à-dire du vivant du gouvernement. » Al Ashmawy, Muhammad Saïd, « *l'islamisme contre l'islam*, » Paris : Éditions La Découverte, 1989, p.23.

⁽¹⁷⁾ Leveau, Rémy et Hammoudi Abdellah, *Monarchies arabes, transitions et dérives dynastiques*, Paris, Éditions la documentation française, 2002

unique droit, celui d'obéir au doigt et à l'œil⁽¹⁸⁾. Ce qui fait que « L'État ne se distingue [souvent] pas de la personne du monarque...l'État est la personne magnifiée du monarque tout autant que le monarque est l'incarnation de l'État⁽¹⁹⁾. », et que « le monde arabe vit sous un État patrimonial pur dans lequel le monarque possède tout et exige soumission de tous⁽²⁰⁾. »

Mais en plus d'être dépourvu de légitimité, l'Etat arabe est, semble-t-il aussi, devenu, avec ce qui est convenu d'appeler le « clash des civilisations », un puissant vecteur d'une modernité jugée exogène et aliénante.

III. Modernité occidentale ⁽²¹⁾, jugée incompatible avec les références musulmanes

Les multiples et graves défis, que la modernité envahissante et hégémonique occidentale pose au monde arabe et musulman, ont révélé, au grand jour, le sérieux embarras des élites musulmanes qui doivent, dorénavant, naviguer entre « deux référents, celui, d'une part, d'une modernité importée et préfabriquée qui ne mobilise pas et qui est tenue pour illégitime, et celui, d'autre part, d'une formule mobilisante, glissant vers un islamisme [politi-

⁽¹⁸⁾ Accusant les élites aux commandes dans les pays musulmans d'avoir délibérément occulté et ignoré l'éthique de justice et d'équité contenue dans le message islamique, Mustapha Hogga relève que « Le Coran a été bien plus souvent évoqué (par ces mêmes régimes) pour obtenir l'obéissance des peuples que pour mettre en œuvre l'esprit de justice sociale et de liberté individuelle qui le caractérisent » et pourtant, conclut-il, « L'islam a horreur du pouvoir sur autrui et il est inconcevable et pourtant vrai qu'au nom de l'islam, les régimes les plus féroces ont pu être fondés. » Mustapha Hogga, « Pensée et devenir du monde arabo-islamique. Valeurs et puissance. » Paris : Éditions L'Harmattan, 1997, p. 27

⁽¹⁹⁾ Abdellah Laroui, « Islam et modernité ». Paris : Éditions La Découverte, 1987, p. 29

⁽²⁰⁾ Ibid., p. 32

⁽²¹⁾ La modernité occidentale tient pour acquis que la société, toute société humaine, repose tout entière sur elle-même, et que son fondement se donne dans son histoire, dans le mouvement de la différence temporelle qui accompagne celui de sa division sociale. Pour elle, « tout se joue dans l'espace et le temps de ce monde-ci, tout, c'est-à-dire tout à partir de rien et en vue de rien, pour la gloire mondaine, dans le suspens de la mort. » Claude Lefort, « Le travail de machiavel » Paris : Ed. Gallimard, 1972, p. 555-556

que] [...]ne pensant la modernité que négativement, et tendant à légitimer davantage la contestation que l'exercice du pouvoir. »⁽²²⁾

Si les rapports entre l'Occident et le monde arabe et musulman ont été, constamment, marqués du sceau de l'hostilité et de la méfiance réciproques du temps où l'Occident se voulait chrétien, il faut bien relever que les malentendus et les appréhensions entre les deux mondes se sont amplifiés et renforcés au cours des derniers siècles avec l'avènement d'une modernité qui, comme le christianisme, est « prosélyte et missionnaire. [Modernité] qui est fortement marqué[e] par une vision [...] eschatologique de l'histoire [et qui] comme le christianisme [...] se présente comme une vérité universelle pour tous les êtres humains, nonobstant leurs races, sexes, cultures ou conditions. »⁽²³⁾ Modernité considérée par les Occidentaux comme une civilisation, qui, à l'exclusion de toutes les autres, est l'expression achevée de l'intelligence humaine, comme le relève le même penseur quand il souligne, avec humour, que « [les Occidentaux tiennent leurs régimes], [leurs] institutions [et leurs] murs comme l'aboutissement final de l'histoire humaine. »⁽²⁴⁾

Dans l'esprit des millions d'Arabes et de Musulmans, la modernité occidentale est incontestablement devenue, depuis les guerres de colonisation, une deus ex-machina actionnée par les puissances occidentales dans le but manifeste d'imposer leur civilisation et leur mode de vie aux autres peuples et nations.

⁽²²⁾ Bertrand Badie, « Les deux États, pouvoir et société en Occident et en terre d'islam » P - ris : Ed. Fayard, 1997, p. 107

⁽²³⁾ Daniel Tanguay, communication dans le cadre du colloque « Est-il permis d'espérer la paix ? », société de philosophie de l'Outaouais, Université de Saint-Paul, novembre 2001

⁽²⁴⁾ Idem

Véhiculant un contenu spirituel étranger, et d'un parcours historique particulier en opposition avec « l'essence de la vie islamique »⁽²⁵⁾, la modernité occidentale ne peut, cela va de soi, qu'engendrer de la part des Arabes et des Musulmans, des résistances et des rejets systématiques. Et si pendant un bref temps limité dans le passé, les Arabes et les Musulmans furent fascinés par les progrès techniques fulgurants de l'Occident et par l'effervescence et le bouillonnement culturel que connaissent ses sociétés, il faut néanmoins se rendre à l'évidence et admettre qu'avec les expéditions coloniales du XI-Xème siècle et les dommages irrémédiables que celles-ci ont provoqués au sein de *dar al-islam*, l'Occident ne laisse plus chez les Arabes et Musulmans qu'un « scepticisme assez amer à l'endroit de l'idéalisme humanitaire dont [...] [il]se réclame, où l'on voit de plus en plus des satisfactions endormeuses et verbales destinées à faciliter le programme d'exploitation matérielle et humaine qui seul [...] [le]conditionnerait. »⁽²⁶⁾

Plus grave encore, le ressentiment des Musulmans et des Arabes a viré à la révolte quand ils se sont rendus compte que, conforté par ses progrès techniques et technologiques dans la certitude de sa supériorité face aux autres civilisations, l'Occident est, décidément, porté à ne plus voir dans toutes les tentatives de résistance à sa domination qu'« un complot sinistre auquel, par un mécanisme constant dans l'histoire des idéologies, il attribue une illusoire unité de direction, une application méticuleuse à l'exécution de ses noirs desseins, des méthodes traîtresses, cruelles, machiavéliques. »⁽²⁷⁾

⁽²⁵⁾ Bernard Lewis, *Comment l'islam a découvert l'Europe*, Ed. La découverte, Paris, 1984, p. 229

⁽²⁶⁾ Henry Laoust., « Le réformisme orthodoxe de Salafiyya », in *Pluralismes dans l'islam*, Ed. Geuthner, Paris, 1983, pp. 422-423

⁽²⁷⁾ Georges Corm, *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation ; histoire d'une modernité inaccomplie*, Ed. La découverte, Paris, 1991, p. 88

Il est par ailleurs incontestable que l'émergence d'un impérialisme agressif et arrogant se nourrissant d'une supériorité écrasante économique, militaire et culturelle a, comme durant le temps des croisades et des colonisations, donné lieu à un monde occidental sectaire, intolérant, décidé, coûte que coûte, à s'imposer comme l'unique et seul modèle universel permis et possible au reste du monde, et tout particulièrement au monde arabe et musulman. Ernest Renan n'affirmait-il pas, il y a quelques décennies, que l'Occident ne pourra exister que quand « le dernier des fils d'Ismaël sera mort de misère, ou aura été relégué par terreur au fond du désert ? »⁽²⁸⁾

IV. Rapports entre religion et politique

L'une des grandes et substantielles divergences entre les sociétés occidentales et les sociétés arabo-musulmanes - et qui fait que la condition essentielle de la paix et de la sécurité mondiales dépend fondamentalement de la reconnaissance et de la coexistence pacifique des différentes « masses spirituelles »- se situe au niveau de leur appréhension réciproque très différente de l'importance de la religion, et de l'impact que celle-ci doit avoir sur le plan politique.

En Occident, la désintrication de l'ordre du politique de celui du religieux est une donnée assumée et acceptée et dont l'une des conséquences est « qu'il n'y a pas une référence dernière à partir de laquelle l'ordre social puisse être conçu et fixé » ; ordre social « constamment en quête de ses fondements, de sa légitimité. »⁽²⁹⁾ Autrement dit, au fondement de la forme de société démocratique que les Occidentaux ont substituée à la monarchie, il y a donc essentiellement « la négation d'une détermination naturelle ou surnaturelle de l'ordre humain ; il y a la conviction que rien [...] ne détermine la société à prendre une forme déterminée. »⁽³⁰⁾ La société démocratique occi-

⁽²⁸⁾ Voir Vincent Monteil in *Clefs de la pensée arabe*, Ed. Seghers, 1974, p. 203

⁽²⁹⁾ Habib Claude et Mouchard Claude, *La démocratie à l'œuvre*, Ed. Esprit, 1993, p. 42

⁽³⁰⁾ Idem

dentale s'avère, au fond, sans fondement déterminé. Et cette indétermination « se traduit pratiquement par la position d'un espace public au sein duquel chacun est libre de faire état de ses vues sur l'ordre du juste. Cela signifie [...] la reconnaissance de la légitimité des conflits », car après tout, « l'unité de la démocratie ne se sépare pas de la reconnaissance de sa division. »⁽³¹⁾

Après tout, « la distinction tranchée entre le politique et le religieux ne serait imaginable qu'à concevoir l'institution de la société comme une simple auto-institution, de part en part humaine et sociale et ne devant rien qu'à elle-même. »⁽³²⁾ Ce qui est inimaginable en terre d'islam. Car pour l'islam ? c'est au contraire « par essence que la foi est une valeur d'ordre politique, ou plutôt, c'est la seule valeur d'ordre politique, la seule qui donne à la Cité sa raison d'être. »⁽³³⁾

La démocratie n'est, après tout, qu'un système de régulation que chaque peuple ou chaque nation devrait adapter à son parcours et héritage culturel et historique. Et ce n'est pas parce que l'Église a fait, par ses pratiques discutables du Christianisme, comme l'affirme à juste titre Marcel Gauchet,⁽³⁴⁾ une religion de sortie de la religion que les musulmans doivent les singer et partant, renier leur histoire et leur culture.

L'islam, faut-il y insister, n'a jamais établi une quelconque barrière ou distinction entre le politique et le religieux, le "regnum" et le "sacerdotium". Si Jésus, dans un contexte politique et social déterminés, a soutenu : "A Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César", établissant du coup une ligne de démarcation et de partage entre politique et religion, le Prophète de l'islam a quant à lui bâti un État musulman dont il était le commandeur et le

⁽³¹⁾ Ibid. p. 43

⁽³²⁾ Ibid. p. 66

⁽³³⁾ Louis Gardet, « La Cité musulmane », Paris :Ed. Vrin, 1976, p. 25

⁽³⁴⁾ Marcel Gauchet, « Le désenchantement du monde », Paris : Ed. Gallimard, 1985

guide suprême.⁽³⁵⁾ Ses enseignements et ses pratiques ont-en ayant consacré la fusion du politique et du spirituel dont l'unité constitue, depuis lors, l'essence de la foi musulmane-apporté la preuve qu'en islam, il ne peut y avoir de société musulmane sans que l'islam en soit l'esprit et le moteur de toute son organisation.

Penser l'État (le pouvoir) en islam n'a, donc, d'autre objectif, si l'on se fie aux affirmations de l'écrasante majorité des penseurs de l'orthodoxie musulmane, que celui de constamment « ramener le ici-bas au là-bas, le non conforme au conforme, le temporel au spirituel, et le prince à ses devoirs tels qu'ils s'imposent [selon les préceptes de l'islam] à lui. »⁽³⁶⁾ Autrement dit, et comme le précise Barnard Louis, spécialiste de la pensée islamique, l'État qui n'est qu'un instrument divin ayant pour fonction principale de :

Permettre à l'individu musulman de mener la vie d'un bon musulman. Tel est, en dernière analyse, l'objectif de l'État, le seul pour lequel il ait été établi par Dieu et le seul par lequel les hommes d'État sont dotés d'autorité sur les autres. La valeur de l'État et les actes, bons ou mauvais, des hommes d'État, se jugent à la mesure dans laquelle ils ont rempli cette mission. La règle fondamentale de la vie sociale et politique musulmane, dont il est dit communément « qu'elle commande le bien et interdit le mal », apparaît donc comme une responsabilité partagée [...] entre l'État et l'individu.⁽³⁷⁾

⁽³⁵⁾ Youssef Qurdaoui, « Ada'ou al-islam (Les ennemis de l'islam) », le Caire : Éditions W - hba, 2000

⁽³⁶⁾ Amhammad Tallabi, « Les deux renaissances bénies, religieuse et démocratique », op. Cit., pp. 2-15

⁽³⁷⁾ Lewis, Bernard, « Le langage politique de l'islam », Paris : Éditions Gallimard, 1988, pp. 50-51

Cette conception du pouvoir qui est, faut-il y insister, celle de la majorité écrasante des penseurs musulmans, a été bien mise en exergue, de manière plus élaborée et pour la première fois, par Abou-Al-Hassan Al-Mawardi.⁽³⁸⁾ Ce dernier a fondé la nécessité de l'établissement, en terre d'islam, d'un pouvoir exécutif sur la base des exigences stipulées par El-Charia, c'est-à-dire la Loi musulmane.⁽³⁹⁾

En règle générale, il faut dire que les penseurs musulmans, estiment, dans leur majorité écrasante, qu'en islam il ne pourrait y avoir de dissociation possible, en terre d'islam, entre le temporel et le spirituel dans la mesure où la religion musulmane est

Une organisation complète qui englobe tous les aspects de la vie. C'est tout à la fois un État et une nation, ou encore un gouvernement et une communauté. C'est également une morale et une force, ou encore le pardon et la justice. C'est également une culture et une juridiction, ou encore une science et une magistrature. C'est également une matière et une ressource, ou encore un gain et une richesse. C'est également une lutte dans la voie de Dieu et un appel, ou encore une armée et une pensée. C'est encore une croyance sincère et une saine adoration. L'islam c'est tout cela de la même façon.⁽⁴⁰⁾

Ce refus catégorique quant à l'éventualité de toute désintringation entre les sphères spirituelle et politique, Tariq Ramadan le justifie, par ailleurs, par le fait que l'articulation entre le donné religieux et le donné rationnel en islam

⁽³⁸⁾ Abou Al Hassan Al-Mawardi, (910-1058), est un juriste sunnite de Bagdad qui a très pr - fondément marqué la pensée juridique et la philosophie politique islamiques. Il a composé un traité, devenu un livre icône pour, entre autres, les Frères musulmans, sous le titre « Al-Ahkam As-Sultaniyah », Beyrouth :Éditions Dar Al-Kutub Al-'Ilmiyyah, , 1985

⁽³⁹⁾ Abou Al Hassan Al-Mawardi, « Al-Ahkam As-Sultaniyah », op. Cit., p. 18

⁽⁴⁰⁾ Hassan Al-Banna, « Risâlat at-ta'âlim, in Majmû'atar-rasà'il,Éditions Dar ad-da'wa », Le Caire, 990, p. 356

ne correspond pas à ce qu'elle est, ou à ce qu'elle a été historiquement, dans la culture strictement judéo-chrétienne. ⁽⁴¹⁾

La plupart des penseurs musulmans se montrent, d'ailleurs, de fervents partisans du pouvoir califal parce qu'ils sont pleinement persuadés qu'il représente, s'il est appliqué convenablement et correctement, la possibilité certaine de mettre en œuvre « une démocratie qualitative. »⁽⁴²⁾

C'est en tout cas ce que certains commentateurs semblent suggérer en laissant entendre que Mawardi -à l'opposé de Hobbes- s'il a tenu à être l'inconditionnel avocat du pouvoir exécutif, c'est parce qu'il est convaincu, d'une part, à l'instar d'un Lacordaire que «ce sont les lois qui libèrent et c'est la liberté [prise dans le sens des désirs et des passions incontrôlés] qui opprime » et que le pouvoir exécutif, le « califat régulier », tel qu'il a été mis en vigueur et exercé par les quatre premiers califes de l'islam, est à confondre avec ce que nous appelons, de nos jours, un « régime républicain et démocratique. »⁽⁴³⁾

En tout cas, c'est ce régime républicain et démocratique que les penseurs réformistes musulmans auraient souhaité, rappelons-le, réhabiliter dans *dar al-islam*, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, après avoir acquis l'intime certitude que le régime despotique imposé au monde arabe et musulman constitue, incontestablement, l'obstacle rédhibitoire devant toute forme de progrès et de développement de leur communauté.

⁽⁴¹⁾ Tariq Ramadan, « Islam, le face à face des civilisations. Quel projet pour quelle modernité ? », Paris : Éditions Tawhid, 2001, p. 87

⁽⁴²⁾ Louis Gardet, « Islam et démocratie », op. Cit, p. 296

⁽⁴³⁾ Abdelrazak Al-Sanhouri, « Le Califat. Son évolution vers une Société des Nations orientales », op. Cit, p. 295

ne correspond pas à ce qu'elle est, ou à ce qu'elle a été historiquement, dans la culture strictement judéo-chrétienne.⁽⁴¹⁾

La plupart des penseurs musulmans se montrent, d'ailleurs, de fervents partisans du pouvoir califal parce qu'ils sont pleinement persuadés qu'il représente, s'il est appliqué convenablement et correctement, la possibilité certaine de mettre en œuvre « une démocratie qualitative. »⁽⁴²⁾

C'est en tout cas ce que certains commentateurs semblent suggérer en laissant entendre que Mawardi -à l'opposé de Hobbes- s'il a tenu à être l'inconditionnel avocat du pouvoir exécutif, c'est parce qu'il est convaincu, d'une part, à l'instar d'un Lacordaire que «ce sont les lois qui libèrent et c'est la liberté [prise dans le sens des désirs et des passions incontrôlés] qui opprime » et que le pouvoir exécutif, le « califat régulier », tel qu'il a été mis en vigueur et exercé par les quatre premiers califes de l'islam, est à confondre avec ce que nous appelons, de nos jours, un « régime républicain et démocratique. »⁽⁴³⁾

En tout cas, c'est ce régime républicain et démocratique que les penseurs réformistes musulmans auraient souhaité, rappelons-le, réhabiliter dans *dar al-islam*, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, après avoir acquis l'intime certitude que le régime despotique imposé au monde arabe et musulman constitue, incontestablement, l'obstacle rédhibitoire devant toute forme de progrès et de développement de leur communauté.

⁽⁴¹⁾ Tariq Ramadan, « Islam, le face à face des civilisations. Quel projet pour quelle modernité ? », Paris : Éditions Tawhid, 2001, p. 87

⁽⁴²⁾ Louis Gardet, « Islam et démocratie », op. Cit, p. 296

⁽⁴³⁾ Abdelrazak Al-Sanhouri, « Le Califat. Son évolution vers une Société des Nations orientales », op. Cit, p. 295

Les puissances occidentales n'ont pas hésité, au début du XXème siècle, à tout mettre en œuvre, y compris les expéditions militaires, pour faire avorter le projet des réformateurs arabes de la Renaissance et ainsi maintenir les peuples et nations arabes et musulmans sous leur tutelle. Et ce sont ces mêmes puissances qui n'hésitent pas, à l'orée du XXIème, à recourir aux mêmes stratagèmes en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et peut-être demain ou après-demain contre d'autres pays du Maghreb, pour démanteler leurs États nationaux et ainsi les priver des cadres étatiques qui cimentent leur solidarité, leur permettent de défendre leurs intérêts nationaux et partant, rompre définitivement avec les carcans tribaux et ethniques archaïques qui ont, longtemps, hypothéqué leur développement et progrès.

Conclusion

Les peuples arabes et musulmans seraient-ils en mesure de mettre en échec les desseins de l'Occident et ainsi préserver leurs États et, avec ces derniers, garantir leurs spécificités politiques et leur identité culturelle et religieuse ? Ou, au contraire, vont-ils céder à leurs démons et sombrer dans leurs sanglantes et tragiques guerres tribales et partant, perdront-ils ainsi et à jamais, avec les richesses matérielles que leur envie l'Occident, ce qui leur reste de fierté et de dignité ?

Pour défendre leurs libertés, souverainetés et indépendances et pouvoir déjouer, avec plus de vigueur et d'efficacité, les funestes projets de l'Occident qui consistent à les renvoyer, des siècles en arrière, à leur passé peu glorieux, ethnique et tribal, les pouvoirs publics, en charge des États arabes et musulmans, ne peuvent plus, désormais, faire l'économie de la démocratisation de leurs scènes politiques. Ils ne peuvent plus ignorer ou sous-estimer l'importance de leur responsabilité et de leur devoir de veiller à ce que les institutions publiques et les mécanismes de régulation et de gestion de la chose publique soient transparents et démocratiques, c'est-à-dire légitimes.

Il faut cependant insister sur le fait que la démocratie dont il est question, ici, ne peut pas et ne doit pas être un décalque du vécu et de l'expérience occidentale. La démocratie telle qu'elle est pratiquée en Occident, n'est pas et ne doit pas être prise pour « un prêt-à-porter » ou un « tout indivisible », valable en tout lieu et en toutes circonstances.

La démocratie n'est qu'une forme de régulation sociale que chaque peuple doit adapter à ses conditions et ses besoins, mais aussi et surtout à son histoire, ses valeurs et ses croyances. Les pays arabes et musulmans ont la responsabilité, chaque fois qu'il s'agit de démocratie ou de toute autre invention humaine, d'exercer leur droit d'inventaire. Car ce que l'Occident a accepté et jugé utile pour lui, les autres « masses spirituelles » peuvent bien ne pas le partager. Et c'est leur droit le plus légitime.

Il appartient donc à l'Occident de comprendre qu'il y a des peuples et des nations qui n'accepteraient pas de renier leur héritage, leur histoire, leur culture ou leur manière d'être et adopter, pour lui plaire, les siennes propres.

L'Occident doit aussi comprendre que la paix et la stabilité du monde ne peuvent être sauvegardées et garanties, de manière durable, qu'en reconnaissant et en admettant le droit à l'égalité, et à la différence entre les différentes cultures et civilisations. La pensée et le modèle uniques ne peuvent constituer ou favoriser les bases de l'entente et de la coopération indispensables et souhaitables entre les peuples et les nations, surtout quand ces derniers se revendiquent de civilisations et de cultures différentes.

Le monde pluriel, qui est aujourd'hui le nôtre, ne peut assurer la coexistence et la paix entre ses différentes composantes ethniques, culturelles, sociales, religieuses et politiques que dans un cadre de dialogue et de concertation ouvert et respectueux des identités, des personnalités et des propres spécificités de chacune d'elles. Vouloir, comme le fait de nos jours, certaines puissances occidentales, faire passer l'histoire occidentale, sa trajectoire, son mode de vie, sa culture et ses valeurs spécifiques, pour l'expression achevée d'un universalisme unique, revient à encourager les autres civilisations, pour préserver leurs spécificités, à lui opposer des résistances acharnées, voire une guerre résolue et permanente, dont les conséquences, si l'on n'y prend pas garde, peuvent être hautement préjudiciables pour la paix et la stabilité mondiales.

Bibliographie

1. Al-Ashmawy, Muhammad Saïd, « L'islamisme contre l'islam », Paris : Éd. La Découverte, 1989
2. Al-Mawardi, « Al-Ahkam As-Sultaniyah », Éditions Dar Al-Kutub Al-'Il-miyyah, Beyrouth: 1985.
3. Badie, Bertrand, « l'Etat importé, l'occidentalisation de l'ordre politique », Paris : librairie Arthème Fayard, 1992
4. Badie, Bertrand, « Les deux Etats, pouvoir et société en Occident et en terre d'islam », Paris : Ed. Fayard, , 1997
5. Banna, Hassan Al-, “Risâlat at-ta’âlim, in Majmû’atar-rasà’il”, Éd. Dar ad-da’wa, Le Caire : 990
6. Centre des études de l'unité arabe, Crise de l'État dans le monde arabe, Ed. Centre des études de l'unité arabe, juillet 2011
7. Cohen, Daniel, « Momo Economicus, prophète égaré des temps nouveaux », Ed. Albin Michel, 2012
8. Corm Georges,« L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation ; histoire d'une modernité inaccomplie », Paris : Ed. La découverte, 1991
9. Gauchet Marcel, « Le désenchantement du monde », Ed. Gallimard, 1985
10. Laoust Henry., « Le réformisme orthodoxe de Salafiyya », in Pluralismes dans l'islam, Paris :Ed. Geuthner, 1983
11. Laroui, Abdellah, « Islam et modernité », Paris : Éd. La Découverte, 1987

12. Lefort Claude, « Le travail de machiavel », Paris :Ed. Gallimard, 1972
13. Leveau, Rémy et Hammoudi Abdellah (sous la direction de), « Monarchies arabes, transitions et dérives dynastiques », Paris : Éd. la documentation française, 2002
14. Lévi Strauss, Claude, propos recueillis par Dominique Antoine Grisoni in Magasine littéraire, hors série, 2003
15. Lewis Bernard,« Comment l'islam a découvert l'Europe », Paris : Ed. La découverte, 1984
16. Lewis Bernard,« Le monde de l'islam », Bruxelles : Ed. Elsevier Séquoia, 1976
17. Lewis, Bernard, « Le langage politique de l'islam », Paris : Éd. Gallimard, 1988
18. Louis Gardet,« La Cité musulmane », Paris :Ed. Vrin, 1976
19. Monteil Vincent, « Clefs de la pensée arabe », Ed. Seghers, 1974
20. Qurdaoui, Youssef, « Ada'ou al-islam(Les ennemis de l'islam) », le Caire;Éd. Wahba, 2000
21. Ramadan, Tariq, « Islam, le face à face des civilisations». Quel projet pour quelle modernité ? », Paris : Éd. Tawhid, 2001
22. Tallabi, Amhammad, « Les deux renaissances bénies, religieuse et démocratique », Al-Fourquan, n° 54, 2006, pp. 2-15
23. Tanguay Daniel, communication dans le cadre du colloque « Est-il permis d'espérer la paix ? », Société de philosophie de l'Outaouais, Université de Saint-Paul, novembre 2001

24. « Débat sur l'islam comme arme de résistance au mondialisme » [En ligne] 2016, <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Debat-sur-l-islam-comme-arme-de-resistance-au-mondialisme-10.html> [page consultée le 28 mars 2016]
25. « L'instrumentalisation du religieux dans la nouvelle construction du « nous » et du « eux », <http://communism-decolonial.forumactif.org/t187-islam-un-ennemi-ideal-eux-et-nous-l-islamophobie-en-question> [page consultée le 28 mars 2016]
26. Déclaration solennelle de Nicolas Sarkozy, président des Républicains » [en ligne] 2016. http://www.republicains.fr/actualites_declaration_solennelle_nicolas_sarkozy_20151114 [page consultée le 01- 04-2016].
27. « Nicolas Sarkozy et le Front national »
28. <https://www.claudebartolone.fr/.../nicolas-sarkozy-pratiq> [consultée le 31 mars 2016]